L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 20 MAI 1880. 53me Année

DUFOUR & LIBBY, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI 20 MAI 1880.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par O. Valeton, au coin des rues Commune et Cortes., une vacherie.

Un dernier mot
SUR LES
Bons à primes et les taxes.

Plusieurs de nos confrères ont jeté les hauts cris à cause de la baisse des Bons à Primes. A leurs yeux, le sort de la ville, son crédit, son honneur même sont liés à la destinée de ces valeurs, de l'origine suspecte desquelles ils se gardent bien de parler. Il semble que tous les autres intérêts s'effacent devant celui des porteurs de ces Bons. C'est une manière de voir que nous ne pouvons partager.

En définitive de quoi s'agit-il? De huit millions de dollars de billets de loterie qui ont été reçus en échange de toute sorte de titres de dettes illégaux, frauduleux, suspects ou douteux, et que ceux qui les ont reçus se sont empressés de mettre dans la circulation pour s'en débarrasser. Ceux qui les ont achetés de première, de seconde ou de dixième main à 25, 30, 35 ou 38 cents à la piastre, est tout simplement joué ou spéculé; ils n'ont pas entendu faire un placement sérieux et durable, car ils ne pouvaient ignorer que la légalité de ces bons était contestée ou mise en question. Ils ne peuvent plaider la bonne foi en fait, ni l'invoquer en droit, car la jurisprudence est contre eux (voir Marsh vs. Fulton Co, 10 Wall 676).

Les bons à primes valent actuellement de 27 à 28 cents à la piastre; au mois de septembre dernier ils étaient cotés à 24 à 25. A 25 cents, les huit millions de Bons à primes représentent une valeur de Deux millions de dollars. Voilà le grand intérêt auquel il faudrait tout sacrifier! A côté de cela l'intérêt de 25,000 contribuables doit disparaître, il ne s'agit que de 80 millions de propriétés foncières qui gagneraient vingt pour cent le jour où il serait certain que la taxe resterа irrévocablement limitée à dix mills!

Ces considérations de fait ne doivent pas peser, nous le savons, dans la balance de la justice et nous ne les invoquons pas comme un argument à faire valoir devant la Cour Suprême, mais simplement pour montrer l'inanité des doléances que provoque la baisse des Bons à primes. Il peut y avoir quelques victimes innocentes de la loi de 1876, des gens qui, ayant de bons titres, les ont échangés contre les billets de loterie dits "Bons à primes"; ceux-là seront toujours à même de se faire rendre leurs anciens titres qui ont été soigneusement enliassés, et non détruits comme l'a dit le juge Monroe et comme l'a répété un de nos confrères.

Mais ce que l'on peut affirmer et ce qu'il est facile de vérifier, au moyen de la liste des échanges, c'est que les neuf dixièmes des Bons à primes ne représentent que des obligations émises en violation des prescriptions formelles de la loi de 1852 ou des billets de ville, papier monnaie illégal, ou des titres douteux de dette flottante, c'est que tous ces titres ne pouvaient constituer un contrat valable et que, lors de leur émission, aucune portion de la taxe n'avait été et ne pouvait être affectée à leur paiement.

La loi de 1876 a-elle pu valider des titres frauduleux et illégaux en les faisant échanger contre les titres nouveaux qui ne contiennent pas l'indication de la cause de l'obligation et qui, en la forme, tiennent du billet de loterie et du papier monnaie? Premier point à décider.

La loi de 1876 a-t-elle pu donner en garantie du paiement des Bons à primes cinq mills de taxes à prélever à l'avenir et restreindre ainsi l'exercice du droit gouvernemental de fixer le montant des taxes, droit qui appartient au souverain?

Nous n'avons rien à ajouter à la thèse que nous avons exposée sur ce point. Une législature n'a pas, selon nous, le pouvoir de disposer par un marché (*bargain away*, suivant l'expression de la décision récente de la cour suprême) d'un droit gouvernemental.

Mais, à un autre point de vue, la loi de 1876 a excercé ce pouvoir par une disposition clairement contraire à ce respect dû au contrat qu'on invoque actuellement pour les Bons à primes. Que représentent, en effet, ces cinq mills qu'elle a affectés au paiement des Bons à primes? Ils représentent la portion disponible de la taxe municipale qui était déjà affectée par la loi de 1852 au service des Bons consolidés et autres légalement émis. Ainsi, ce prétendu contrat contenu dans la clause affectant cinq mills de taxes aux Bons à primes, ne serait en lui-même que la violation flagrante d'un contrat antérieur!

La loi de 1876 disait, il est vrai, que les anciens Bons auraient leur part aux cinq mills au moyen de la conversion, mais les cours ont décidé, avec raison, que cette conversion n'était pas obligatoire mais optionnelle. La logique exige que les cours disent maintenant que cette loi n'a pas pu enlever aux anciens Bons non convertis la portion disponible de la taxe qui était leur gage spécial (en supposant que des taxes puissent être données en gage) pour transférer ce gage à des créanciers nouveaux, dont les titres avaient été émis en violation de la loi de 1852.

Les causes de nullité à opposer à cette loi de 1876 et le prétendu contrat en faveur des Bons à primes, abondent tellement que le sujet est inépuisable. Nous nous arrêterons là, cependant, croyant en avoir assez dit pour démontrer que ni cette loi ni ce soi-disant contrat, ne peuvent être invoqués pour obtenir des Cours un ordre qui contraindrait la ville à exercer un pouvoir qui lui est formellement interdit par l'article 209 de la Constitution.

La loi du revenu.—Nous avons publié dans le supplément de notre numéro de dimanche dernier la loi du revenu qui intéresse tant particulièrement les contribuables puisqu'elle contient tout ce qui a trait aux taxes, aux exemptions, etc. Nous engageons nos lecteurs à mettre cette loi de côté pour s'y référer en cas de besoin. Hier, on abondait ses vœux demander au bureau de l'*Abeille* si nous avions publié la loi relative aux biens exemptés de taxes. Quoi précisément cette loi qui remplit trois colonnes de supplément de dimanche dernier.

TRAVAUX A L'ASILE DE LA SOCIETE FRANÇAISE.—On verra par un avis du secrétaire que des soumissions seront reçues chez le président jusqu'au 31 mai, pour des travaux de peinture et de blanchissage à faire à l'Asile de l'Asile de la Société française.

L'EAU DE SUEZ empêche l'estomac les aliments se dérangent pas.

Mémoires des avocats dans l'affaire de la ville.

—Nous avons reçu de M. J. Howard McCaleb, avocat de la ville, et de M. C. E. Schmidt, avocat intervenant à l'appui de l'appel de la ville dans l'affaire des Bons à primes, leurs mémoires respectifs. Ces deux mémoires sont rédigés avec une grande habileté et font valoir par d'excellentes raisons et en s'appuyant sur des autorités, divers moyens de nullité contre la loi de 1876 et le prétendu contrat avec les porteurs de Bons à primes. Nous remercions les auteurs de leur envoi.

Nouvelles Télégraphiques.

FRANCE.

Pas de crise en France.

Paris, 15 mai.—La *République française* raille ce matin l'idée mise en avant par les journaux de l'opposition que les incidents de la séance de jeudi de la Chambre étaient sur le point de provoquer une crise ministérielle. Du ton général de l'article, nous pouvons inférer que le président Gambetta qui, par son tact et son énergie avait paré temporairement au danger, a déjà pu faire disparaître les divergences d'idées entre le ministère et le comité sur la loi des réunions publiques.

Paris, 15 mai—Malgré les efforts faits pour donner un caractère politique aux grèves dans le nord de la France, elles restent purement économiques et ne peuvent provoquer des craintes sérieuses.

Le retour du prince Orloff à Paris.

Londres, 15 mai.—On télégraphie de Saint-Pétersbourg au *Daily News* que le prince Orloff est parti pour Paris, où il va reprendre son poste d'ambassadeur.

Les grèves.

Paris, 16 mai.—La grève à Tourcoing a pris fin, mais elle continue à Roubaix, où l'attitude des grévistes est menaçante. La garnison a été renforcée.

Une lettre de Carlotta Patti.

Paris, 15 mai.—Carlotta Patti a écrit de Melbourne au *Gaulois* pour démentir les histoires publiées lui sur elle et son mari, M. de Munck, pendant leur récente tournée aux Etats-Unis.

Courses de Chantilly.

Paris, 16 mai.—La course pour le prix français des chênes à Chantilly, a été gagné par Versigny, Violette arrivant seconde et Flondria troisième.

Avis aux bouchers.—Nous appelons l'attention de messieurs les bouchers sur l'invitation qui leur est adressée à tous, sans distinction, d'assister à une réunion générale ce soir jeudi à sept heures rue St. Louis No 40 pour affaires de la plus haute importance.

Avis aux boulangers.—M. Oscar Garic, boulanger, donne avis à ses confrères en indigo, que s'il vient d'obtenir l'agence de la vente de la "Riverside Compressed Yeast" de Chicago, la vain excellent et le plus convenable pour cette ma... et il le vend au No 18 de la rue des Français, où est le dépôt général.

Si vous voulez que vos lèvres soient toujours roses et ne se gercent jamais, il suffira de les humecter légèrement avec de l'EAU DE SUEZ (fil vert, pur).

Voyage rapide par la voie de Louisville.—Le train de la ligne de Mobile part régulièrement tous les jours de la Nouvelle Orléans à 7 h. du matin, avec des Pullmans cars, et va par Mobile et Montgomery, jusqu'à Louisville, sans changement de cars. Le train partant à 5 h. des plaqueres de la N. Orléans jusqu'à Nashville, Louisville, Cincinnati et Columbus (Ohio) sans changement. Le train partant à 2 h. et des Pullman cars, qui vont tout d'un trait, par la voie de Milan, et sans substitution, jusqu'à Louisville, Cincinnati et Columbus (Ohio). Les trains du soir par la route de Mobile et celle de Jackson ne changent de sleepers qu'une fois dans la nuit de la Nouvelle-Orléans aux principales villes de l'Est. Les trains des routes de Mobile et de Jackson partant le soir arrivent à New Orléans à 6.45 m. du matin, le troisième matin après avoir quitté la Nouvelle-Orléans. Ne manquez donc pas de prendre vos billets par la route de Louisville sur le **Louisville and Great Southern Road**. Pour les billets et tous les renseignements nécessaires, s'adresser au bureau des billets, coin Camp et Commune, ou à GEORGE L. CROSS, Agent des Passagers dans le Sud pour le Louisville and Nashville Railroad.

GRANDE SEMAINE.—Grande distribution d'écrevisses à tous les visiteurs et acheteurs de l'Etoile Rouge. Consignation immense. Prix à satisfaire les bourses les plus délicates. 1 lot bottes claquées à 85 cts : 1 lot bottines pramelle fines, à 91 cts la paire ; 1 lot de pantoufles en pramelle à 45 cts : 1 lot de pantoufles claquées pour fillettes, à 75 cts ; 1 lot brodequins pour dames à 72 cts ; 1 lot pantoufles en castil à 20 cts ; 1 lot pantoufles fantaisies élégantes avariées à 50 cts ; 1 lot bottes dorées pour bébés légèrement avariées à 30 cts : 1 lot brodequins à talons pour enfants à 20 cts ; 1 lot de dames à 75 cts, 1 lot bottes brunâtres à talons, légèrement avariées à 75 cts ; 1 lot de pantoufles élégantes à 91 ; 1 lot escarpins à 75 cts ; 1 lot bottes pour bébés, couleurs variées, à 92 cts la paire. La plus grand déballage de la saison. *Adieres* exceptionnelles. Ne perdez pas de temps pour accourir à l'Etoile Rouge.

Pour l'oreiller sanitaire et traversin, pour sommiere—matelas de mousse et de plumes, allez au palais de meubles de Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido.

La Cincho-quinine guérit le frisson et la fièvre

M. Philip Werlein, 135 Canal, vendra à bon marché pour du comptant quelques excellents pianos Playel d'occasion qu'il a en magasin. Il appelle aussi l'attention sur ses célèbres pianos Chickering, Mathushek et Hale, qu'il garantit comme rendant parfaitement à l'humidité de notre climat. M. Werlein invite les personnes ayant besoin de pianos à venir examiner son assortiment.

—M. Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut, est nommé professeur d'économie politique au collége de France, en remplacement de M. Michel Chevalier, décédé.

—Le conseil municipal de Macon a voté une somme de 150 francs pour l'érection de la statue de Quinet, à Bourg (Ain) et une autre de 100 francs pour celle de Carnot à Nolay (Côte-d'Or).

L'assassinat en chemin de fer.—Voici les premiers détails publiés par les journaux parisiens sur le crime qui a été commis le 2 mai en chemin de fer, entre Berre et Miramas, à quelques kilomètres de Marseille, et qui nous a été signalé par le câble :

"M. Joseph Poulangeon, âgé de 53 ans, entrepreneur de travaux de chemins de fer, demeurant à Fontenex, en Savoie, avait pris le 1er mai, à 10 heures du soir, l'express sur Lyon et Paris, lorsqu'un autre voyageur, assez mal vêtu, vint s'installer à côté de lui dans le compartiment de 1re classe.

"Sans méfiance aucune, M. Poulangeon ne tarda pas à s'endormir ; mais il se sentit bientôt réveillé par une douleur aiguë au bas-ventre. C'était son compagnon de route qui lui enfonçait un stylet dans la région lombaire.

"Le blessé, qui est doué d'une force peu commune, sante sur son agresseur et lui arrache le stylet ; mais l'assassin tire alors un revolver de sa poche et fait feu. La balle atteint M. Poulangeon à la cuisse, ce qui ne l'empêche pas de maintenir l'assassin et de lui porter à son tour un coup de stylet à la figure. Le train marchait à toute vitesse. Impossible de toucher le bouton d'alarme.

"La lutte continua pendant un quart d'heure sans, grâce à sa force musculaire, l'entrepreneur pût mettre l'assassin dans l'impossibilité de faire encore usage de son revolver. Le sang qui s'échappait de ses deux blessures aurait pu cependant l'affaiblir lorsque le train ralentit en marche. On entrait à la gare de Miramas.

"M. Poulangeon, sans lâcher son homme, appela à l'aide ; ses cris furent entendus du sous-chef de gare, M. Isnard, et l'on put arrêter le meurtrier qui a déclaré se nommer Clovis Montel, être âgé de 40 ans, rentier, né à Bruxelles. Il est de taille moyenne, porte un linge fort fin, est marqué de la petite vérole et a fort mauvaise mine.

"Quant à M. Poulangeon, son état est des plus graves ; sa blessure au bas-ventre, dit-on, est mortelle."